



**SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**

Rapport d'évaluation multisectorielle

Sous-préfecture de Markounda

Pays: RCA

Lieux visités: Markounda ville, axe Markounda – Boria, axe Markounda – Bodjomo - Boguila

Date: 11 – 13/02/21

1. Objectifs et méthodologie de l'évaluation

Une évaluation multisectorielle a été conduite sur la zone de Markounda du 11 au 13 Février 2021 par une évaluatrice externe à l'équipe de Solidarités International avec le support de leur coordinatrice terrain à Paoua et des équipes support et programme basées sur place. Le présent rapport d'évaluation s'appuie donc sur des données collectées directement sur le terrain aussi bien que des données secondaires récoltées auprès des équipes de Solidarités International basées à Markounda.

Les objectifs de cette évaluation étaient

- D'évaluer l'accès et sécurité sur les axes autour de Markounda ;
- D'évaluer les besoins prioritaires de la population dans Markounda ville, en particulier les besoins spécifiques des femmes ;
- D'évaluer la couverture en services essentiels, et notamment en points d'eau, sur les axes autour de Markounda.

La méthodologie utilisée a donc consisté en

- 10 Discussions de Groupe (FGD) ont été organisées dans 5 des 11 quartiers de Markounda ville auprès de 30 hommes et 35 femmes. Les quartiers ont été sélectionnés afin de donner une image représentative de la situation dans la ville. Les quartiers évalués sont donc les 2 quartiers peuls de Fini Kodro et Kasai 2, le quartier musulman de For Bisso et les 2 quartiers chrétiens de Bac et Nana ;
- Des observations directes des infrastructures et lieux clés ;
- Entretiens avec des informateurs clés : sous-préfet, chefs de quartier en ville et chefs de village sur les axes et représentante de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA).

Concernant la couverture en service le long des axes, ce rapport s'appuie également sur une base de données des villages dans lesquels travaille actuellement Solidarités International.

Le présent rapport réunit donc les observations, analyses et conclusions de cette évaluation rapide. Notons qu'il ne saurait présenter des analyses détaillées de chaque secteur, notamment ceux hors des domaines d'expertise de Solidarités International comme la santé et la protection. Les conclusions dans ces domaines visent uniquement à faire remonter les faits les plus saillants constatés sur le terrain aux acteurs de ces domaines qui pourront ensuite approfondir les analyses et recommandations. Il est à noter également que REACH prévoit de conduire une évaluation multisectorielle dans les prochaines semaines dans les villages de Bele, Maitikoulou et Bodjomo qui pourra venir compléter les informations présentées dans ce rapport.

2. Analyse des besoins multisectoriels

Les besoins humanitaires principaux exprimés par la population et toutes les personnes clés rencontrées sont l'accès à la santé, à l'eau potable, à de la nourriture et des activités de soutien à leurs moyens d'existence. A travers les discussions avec les femmes sont également ressorties de très importants et urgents besoins en protection, notamment concernant des violences et agressions sexuelles subies lorsqu'elles vont se soulager en brousse ou changer leurs linges menstruels. Le besoin en latrines et douches apparaît donc également comme une mesure importante d'atténuation de ces risques de protection.

2.1. Santé

- MENTOR soutient un total de 5 centres de santé dans la sous-préfecture de Markounda pour la prise en charge gratuite des cas de paludisme et aide à des premiers soins d'urgence si besoin. Les 5 centres se situent à Markounda centre, à Bele, à Kadjama, à Maitikoulou et à Bodjomo. Dans chaque centre ont été formés une sage-femme, un pharmacien, un chef de centre ainsi qu'un gardien et MENTOR prend en charge la détection des cas de paludisme, les premiers soins en cas d'urgence et le référencement et frais de transport jusqu'à l'hôpital de Boguila et/ou de Paoua pour les cas les plus graves
- Une clinique privée tenue par l'abbé fournit également des consultations avec à la fois des frais de consultation et des frais de médicaments. Il ressort des FGD que ces frais sont trop chers pour la population qui ne va donc pas consulter. Toutes les femmes interrogées estiment également que, même lorsqu'elles se cotisent pour payer un examen médical, celui-ci est sommaire et les médicaments sont indisponibles
- L'accès aux soins sur Markounda reste extrêmement précaire malgré la présence de MENTOR car l'ensemble des types de soins et de consultations ne peut actuellement pas être pris en charge et beaucoup de consultations privées sont payantes. 3 des 5 Groupes de discussion avec les hommes et 100% des femmes interrogées ont mentionné la santé comme un besoin prioritaire non couvert. Les femmes, en particulier, considèrent la santé comme leur besoin numéro 1, à égalité avec l'accès à l'eau, évoquant notamment le besoin d'un service de maternité. Elles rencontrent en effet de fréquents problèmes pendant la grossesse, incluant de nombreuses fausses couches, et pendant l'accouchement pour lesquels elles n'ont pas d'accompagnement. Elles expliquent devoir se rendre à l'hôpital de Boguila ou Paoua en moto pour consulter mais ne sont souvent pas en condition de voyager et doivent donc gérer ces problèmes entre elles. La présidente de l'OFCA a également expliqué qu'elles doivent payer 5,000 FCA à chaque barrière de groupes armés sur la route ce qui rajoute encore au coût des soins. En cas de fausse couche en particulier, elles expliquent partir en brousse pour pouvoir se laver avec l'aide d'autres femmes du village et y rester parfois des heures le temps que les pertes cessent, les rendant ainsi très vulnérables à des violences de la part des hommes

2.2. Accès à l'eau et l'assainissement

- Il y a seulement 3 points d'eau pour les 11 quartiers de la ville de Markounda et une population estimée à environ 13,000 habitants par le sous-préfet, soit environ un point d'eau pour 4,700 personnes. Sur les 58 villages évalués sur les axes de Markounda – Tale, Markounda – Bele, Bele – Kadjama, Bele – Maitikoulou – Silambi - Tira et Markounda – Bodjomo – Bolgue, seulement un village sur deux (29 villages/50%) ont accès à un point d'eau dans le village et un village sur trois (19 villages/33%) à un point d'eau fonctionnel
- Beaucoup des points d'eau non fonctionnels pendant la visite ont tari et leur réhabilitation ne peut donc résoudre la situation de l'accès à l'eau sur du long terme. La seule solution est de creuser de nouveaux forages mais le problème de l'accès et de la possibilité de faire venir un contractant pour ces forages se pose. Les forages doivent être mécaniques et au moins jusqu'à 50 m afin d'assurer un débit suffisant et une bonne recharge de la nappe tout au long de l'année. Les réhabilitations sont cependant recommandées comme solutions temporaires afin d'augmenter momentanément l'accès à l'eau pour les populations des axes. Notons que les communautés sont parfois réticentes à ces réhabilitations qu'ils ne savent pas durables et souhaitent de nouveaux forages
- Alors qu'aucune tension entre populations hôtes et retournés ou entre ethnies n'a été rapporté, toutes les personnes interrogées ont pointé du doigt l'accès à l'eau comme la majeure source de conflits communautaires. Les femmes expliquent qu'elles se lèvent entre 3h et 5h pour aller collecter

l'eau et que certaines attendent toute la journée pour y avoir accès. De nombreuses bagarres éclatent entre les enfants et dégénèrent, impliquant d'abord les mères, puis les pères et résultant souvent en des violences. Le sous-préfet a confirmé devoir résoudre plusieurs conflits liés à l'accès à l'eau par semaine et que la situation s'aggrave pendant la saison sèche. La semaine précédant cette évaluation, une bagarre au point d'eau a même causé une fausse couche. Les groupes armés eux aussi contribuent aux tensions aux points d'eau, s'octroyant des passe-droits pour leurs familles et alimentant un climat de méfiance, voire de peur avec la communauté

- Au vu de la faible disponibilité de l'eau dans la ville et des risques de tension aux points d'eau, toutes les femmes ont rapporté avoir recours à des sources d'eau alternatives et non protégées. Elles marchent 2 à 3 heures aller-retour pour accéder à une rivière ou des sources en brousse, en général pendant la nuit, et en profitent pour y faire leur vaisselle ou lessive et se doucher
- Aucune des familles interrogées n'a de latrines, bien que certaines latrines publiques construites par ACF existent toujours près des quartiers de Fini Kodro et Kasai 2 et soient utilisées par les habitants du quartier. Les hommes comme les femmes ont dit vouloir des latrines mais ne pas avoir ni la force, ni le temps ni les outils (barre à mine) pour creuser la fosse. Les femmes ont toutes dit avoir demandé maintes fois à leurs maris ou frères des latrines mais sans succès. 100% des hommes interrogés ont assurés être prêts à construire des latrines s'ils avaient un soutien en outils et une dalle en ciment
- Les femmes doivent actuellement aller dans la brousse pour se soulager et doivent se rendre jusqu'à la rivière 1 à 2 fois par jour pour laver et changer leurs pagnes pendant leurs règles. Dans tous les FGD, les femmes ont insisté sur leur peur d'aller en brousse chercher de l'eau, se soulager ou pour aller aux champs par peur de se faire frapper ou violer. Elles rapportent des cas de viols très fréquents et 2 des 35 femmes présentes ont même dit s'être faites violer au cours des deux semaines précédant le FGD

2.3. Sécurité alimentaire et moyens d'existence

- Hommes comme femmes ont évoqué de grosses difficultés liées à leur moyen d'existence, créant une insécurité alimentaire par manque de revenus et d'accès aux champs pour les agriculteurs. Ils affirment n'avoir reçu aucune assistance alimentaire depuis les distributions de World Vision en lien avec le PAM.
- Les activités de subsistances de la population de Markounda ont nettement changé après la crise. Alors que les hommes travaillaient aux champs ou faisaient de l'élevage, notamment de bœufs chez les populations peuls, avant la crise, les difficultés voire l'impossibilité d'accéder aux champs par peur des transhumants et des groupes armés, la destruction des champs par les bœufs des transhumants et le vol de bétail ont contraint les populations à changer d'activité génératrice de revenus. Les FGD ont montré que les activités de subsistance différaient selon les ethnies interrogées. 100% des femmes chrétiennes ont en effet déclaré être responsables de gagner l'argent pour la famille, soit en collectant des fagots qu'elles revendent au marché, en cultivant les champs hors des périodes des transhumance (saison des pluies) ou en faisant de petits commerces type restaurant ou vente de boissons traditionnelles, de café, magnoc, ... Les femmes peules, elles, ont expliqué que les hommes comme les femmes cherchaient des travaux journaliers temporaires, notamment en faisant le ménage ou la lessive pour les commerçants musulmans ou en collectant et revendant de la paille. Les femmes peules ont toutes également de petits commerces type vente de beignets ou magnoc. Enfin, ce sont plutôt les hommes qui rapportent l'argent à la famille dans le quartier musulman, soit à travers un commerce ou en opérant comme taxi moto
- En termes de moyens d'existence, tous les participants ont déclaré avoir perdu en revenu depuis la crise même s'ils n'arrivaient pas à estimer cette baisse de manière concrète par mois et ont perdu des terres, leurs abris, du matériel agricole et du bétail. Tous ont assuré ne pas pouvoir couvrir tous les

besoins de leur famille, 100% déplorant ne pouvoir acheter de médicaments et 4 groupes sur 5 (80%) de nourriture et d'AME. 3 groupes sur 5 (60%) ont mentionnée leur incapacité à payer l'eau (forfait mensuel de 200 FCA) ou acheter des produits d'hygiène ou des équipements agricoles. Afin de pallier à cette réduction de leur revenu, tous les ménages mettent les biens de la famille en commun, les chrétiens et musulmans disant également partager les biens avec les communautés hôte. Tous les participants ont cité l'aide des ONGs comme leur stratégie d'adaptation et notamment la revente de produits distribués, mentionnée par 2 des 5 FGD

- Malgré l'impossibilité d'accéder aux champs, les hommes et femmes des FGD dans les quartiers chrétiens et musulmans ont demandé un soutien en production agricole attelée. Lorsque questionné sur l'aspect accès et sécurité, les femmes ont répondu qu'elles n'étaient qualifiées pour aucun autre travail. Face à l'impossibilité de travailler dans les champs et leur déscolarisation les empêchant de fonder correctement un commerce, les femmes des quartiers chrétien et musulman ont demandé s'il était possible de les soutenir avec des AGR, citant notamment des activités de couture, tricot, production de savon ou petits commerces (restaurants, beignets, ...)
- Les peuls, hommes et femmes, eux ont demandé du petit bétail (caprins) mais également des bœufs pour pouvoir relancer leurs activités d'élevage. A noter que tous les participants et participantes des FGD chrétiens et musulmans ont également sollicité une distribution de caprins, ceux-ci représentant une épargne pour la famille. Cela révèle probablement plus un besoin de liquidité et d'assurance plutôt qu'une réelle intention de faire de l'élevage. La question de la distribution de bétail est à approfondir avec la plus grande attention car les animaux sont des biens convoités par les groupes armés et augmentent le risque de braquage des ménages bénéficiaires
- En ce qui concerne le maraichage, cette activité ne peut être correctement menée sans un bon accès à l'eau. L'eau étant denrée rare sur Markounda ville, de tels projets ont échoués par le passé. Le représentant de l'ACDA à Markounda voudrait cependant encourager cette activité afin d'approvisionner directement le marché de Markounda et ainsi proposer des légumes locaux à des prix plus abordables. Il souhaiterait également revitaliser et former les anciens groupements d'agriculteurs producteurs de semence afin d'assurer un accès à des semences locales de qualité en quantité suffisante
- Enfin, le sous-préfet et la représentante de l'OFCA ont insisté sur l'importance de réhabiliter et d'assainir le marché principal de Markounda. Celui-ci est en effet le témoin de beaucoup de passages entre le Tchad et la RCA et accueille parfois des commerçants qui dorment dehors, près des étals, sans accès à des abris ou à des latrines. Entre cette évaluation et la sortie de ce rapport, un incendie a complètement détruit ce marché, rendant sa reconstruction particulièrement urgente

2.4. Abris et AME

- De nombreux mouvements et retours sont constatés à Markounda et certains ménages, retournés depuis maintenant 2 ou 3 ans n'ont toujours pas la capacité de construire leurs propres abris. Dans les quartiers de Bac et Nana en particulier, les femmes disent dormir à 2 ou 3 ménages dans un abris, ayant accueilli la population de villages incendiés en 2017 qui n'a pas réussi à se reloger. Dans le village peul de Fini Kodro, le besoin en abris est la première cité par les femmes. Cette situation a l'air d'être généralisée au niveau de la ville
- Les personnes interrogées ont dit préférer les toits en tôle aux toits en paille, ceux-ci ne demandant pas d'être changé régulièrement et pouvant ralentir un possible incendie
- Comme mentionné précédemment, la population n'a pas les moyens d'acheter des équipements pour la maison (AME) et compte en majorité sur les distributions d'ONGs. Celles-ci n'ont plus eu lieu depuis 2018, comme l'atteste l'état des bidons de collection d'eau potable en ligne aux points d'eau. Les

femmes de 2 FGD ont également demandé l'accès à des produits d'hygiène menstruelle, incluant un seau, du savon et des pagnes.

2.5. Protection – VBG

- Les FGD avec les femmes dans la ville de Markounda ont révélé une prévalence de violences et agressions sexuelles faites aux femmes (VBG), confirmée par l'évaluation protection réalisée par DRC en Novembre 2020. DRC rapporte en effet des prévalences de viols aux domiciles des femmes par des hommes armés ainsi que des violences conjugales justifiées par le besoin des maris de punir la désobéissance de leurs femmes sur Markounda ville et les axes. Lors des FGD réalisées dans le cadre de la présente évaluation, 100% des femmes ont rapportés des cas de violences ou viols fréquents et 2 des 35 femmes présentes ont raconté s'être faites violer au cours des deux dernières semaines. Les VBG rapportées se déroulent plutôt en brousse lorsque les femmes vont chercher de l'eau, se soulager, changer leurs linges menstruels ou lorsqu'elles vont travailler aux champs. Les femmes ont insisté sur le fait que ce n'était pas nécessairement les hommes armés qui en étaient responsables mais « les hommes » en général
- Aucun service de prise charge médicale et psychosociale n'est fonctionnel à Markounda et, d'après le rapport de DRC, les services médicaux pour les survivantes d'agressions physiques sont particulièrement limités et payant à Boguila, l'hôpital le plus proche.

2.6. Education

- Il existe deux écoles à Markounda, une école primaire publique et un collège privé et donc payant. La scolarité coûte à l'heure actuelle 10,500 FCA par enfant par an et beaucoup de familles ne peuvent le payer pour tous les enfants, résultant notamment très fréquemment en la déscolarisation des jeunes filles. Le problème de la déscolarisation des filles et donc de leur inaptitude à monter un petit commerce plus tard par exemple, a été mentionné par les femmes des quartiers chrétiens et le quartier musulman lors des FGD
- Aucune des deux écoles n'a accès à l'eau ou à des latrines

3. Recommandations

Au vu des discussions avec les communautés et personnes clés à Markounda, les recommandations sont les suivantes :

- Depuis l'incendie du marché de Markounda le 18 Février, sa reconstruction est une priorité car il est le cœur de la majorité des activités de subsistance de la ville. La construction d'infrastructures sanitaires comme des latrines et la mise en place d'un système de gestion des déchets solides doit également être considéré lors des plans de reconstruction ;
- De nouveaux forages dans la ville de Markounda sont nécessaires ainsi que sur les axes. Au vu des difficultés d'accès et de disponibilité des contractants pour forer sur les axes, des réhabilitations d'urgence et temporaires sont nécessaires pour assurer un minimum d'eau à la population ;
- La construction de latrines familiales permettrait bien sûr de réduire les maladies d'origine hydriques mais surtout le sentiment d'insécurité des femmes et, possiblement, les cas de VBG se déroulant en brousse lorsque celles-ci vont se changer ou se soulager ;
- Un soutien en AGR, visant en particulier les femmes, pourrait permettre de lutter contre l'insécurité alimentaire en renforçant les moyens d'existence des populations chrétiennes et musulmanes. La

distribution de petit bétail pour l'élevage aux populations peules est à étudier de près en termes de faisabilité et de risque (vols notamment) pour les bénéficiaires ;

- Un soutien aux populations, en lien avec ACDA, sur des activités de maraichage et de formation de groupements de multiplication de semences doit également être envisagé pour améliorer l'accès à des légumes et semences en quantité et qualité suffisante pour les communautés locales ;
- De grands besoins en abris existent toujours dans la ville de Markounda, notamment chez les peuls et dans les quartiers périphériques qui ont accueillis beaucoup de familles au travers des crises ;
- Une analyse plus précise des besoins en termes de santé et d'éducation par des partenaires experts en ces domaines est nécessaire pour dimensionner un soutien adapté aux besoins. Les données en termes de fréquentation des écoles et des cliniques notamment n'ont pu être collectées lors de cette évaluation ;
- Enfin, cette évaluation a révélé une prévalence de cas de VBG dans la ville de Markounda, confirmés par l'évaluation de DRC en Novembre 2020 dans la ville mais également les axes.